

RESUME : En RDC, l'actualité de la semaine a été une nouvelle fois marquée par des prises de position et des déclarations liées au sommet de la Francophonie et à l'affaire du M23. En ce qui concerne le premier, alors qu'un député belge dénonce l'impréparation belge à ce sommet, le président français a déploré la situation « tout à fait inacceptable » en matière de droits humains, de démocratie et de reconnaissance de l'opposition en RDC tout en atténuant par la suite ses propos tandis que de leur côté Amnesty International, Reporters sans frontières et Journalistes en Danger saisissaient l'occasion de ce sommet pour dénoncer les violences et le harcèlement des défenseurs des droits humains, des opposants et des journalistes ([RDC_21](#)) ([RDC_16_1](#)). Alors que la presse est divisée sur la déclaration française, le gouvernement congolais a réagi en affirmant que la déclaration du président français ne « correspondait pas à la réalité » avant de marquer sa satisfaction sur le « rectificatif » subséquent ([RDC_22](#)), tandis que l'opposant Vital Kamerhe affirmait que la déclaration de François Hollande devait être prise comme « une interpellation » et que « tout Congolais de bonne foi devait se reconnaître dans ces propos » ([RDC_13](#)). Toujours dans le contexte de ce sommet, le parti de l'opposant Etienne Tshisekedi a projeté une journée ville morte à Kinshasa qui a toutefois été annulée et transformée en « journée d'occupations des rues et des avenues » dans le cadre d'une rencontre entre l'opposant et le président français : ceci n'a pas empêché des violences à Mbuji-Mayi, bastion de l'UDPS ([RDC_11](#)). De son côté, le ministre porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a mis en garde l'UDPS contre des manifestations qui pourraient ne pas être autorisées ([RDC_14](#)).

Pour ce qui regarde la menace que fait peser le M23, dans la foulée d'une rencontre des ministres de la défense du CIRGL qui ont examiné le rapport des experts sur les capacités de nuisance des groupes armés dans l'est ([RDC_19](#)), le nouveau et quatrième sommet de cette CIRGL sur cette matière n'a connu aucune avancée : l'Ouganda et l'Angola paraissent plaider pour une solution négociée ([RDC_20](#)). Par ailleurs, les présidents du Congo-Brazzaville et de Sao Tome ont appelé à la mise en place de la force internationale neutre aux frontières des deux pays ([RDC_18](#)), tandis que le Rwanda, qui nie toujours tout appui à une rébellion et affirme qu'il a multiplié les initiatives pour la paix, ne fait aucune mention de cette force internationale dans son communiqué suite à une réunion du conseil permanent de la Francophonie ([RWA_3](#)) ([RWA_4](#)). En RDC, l'opposant Vital Kamerhe est, quant à lui, partisan d'une « grande rencontre de vérité et de réconciliation » ([RDC_8](#)), tandis que le président du parti ARC et ancien ministre du Plan, Olivier Kamitatu, demande le rappel de l'ambassadeur congolais à Kigali et refuse toute idée de négociation avec les rebelles du M23 ([RDC_12](#)). Enfin du côté du Conseil de Sécurité, son président a déclaré sa préoccupation sur les violations des droits humains dans l'est du pays et appelé à une « solution politique » ([RDC_24](#)).

Sur le terrain, on notera que plusieurs officiers du M23 opérant en Ituri et au Sud Kivu ont réintégré l'armée congolaise ([RDC_2](#)) ([RDC_7](#)). Par ailleurs, une grenade a explosé à Goma, un acte qui a été imputé au mouvement des mutins par la police ([RDC_4](#)). Au Sud Kivu, où la situation conflictuelle est très complexe, on relèvera que des combats ont eu lieu entre Mai-Mai et les FARDC dans la région de Walungu ([RDC_6_1](#)) et sur les plateaux d'Uvira : dans ce dernier cas, chacun partie accuse l'autre de s'être allié soit à l'armée burundaise, soit au FNL ([RDC_1](#)). En ce qui concerne cette armée, les populations d'une agglomération en territoire d'Uvira sont préoccupées par cette présence, ce que démentent les FARDC qui

parlent d'une présence de simples officiers de renseignement dans le cadre d'une sécurisation des frontières entre les deux pays ([RDC_3](#)). Au Nord Kivu, les FDLR sont accusés de rançonner systématiquement les populations riches de Kanyabayonga ([RDC_5](#)), tandis qu'un chef rebelle du nom de Manu s'est attaqué aux FARDC dans la région de Mambassa ([RDC_6](#)), que d'autres groupes Maï-Maï se sont à nouveau affrontés aux FDLR dans le territoire de Rutshuru ([RDC_6_2](#)) et que le chef de guerre Morgan et ses Maï-Maï ont encore perpétré des pillages non loin de Butembo ([RDC_6_3](#)).

Dans le domaine politique, la réforme de la CENI est toujours l'objet de contentieux entre majorité et opposition. Après avoir quitté l'hémicycle, cette dernière a finalement accepté une proposition visant à créer une commission spéciale chargée de négocier les points de désaccord avec la majorité ([RDC_9](#)) ([RDC_10](#)).

En matière des droits de l'homme, un ancien député, né de parents européens et ayant soutenu Etienne Tshisekedi, a été condamné à quatre ans de prison pour utilisation de faux documents lui attribuant la nationalité congolaise, une accusation qui ne reposerait sur aucun élément fiable selon son défenseur ([RDC_15](#)). Un autre député, Eugène Diomi Ndongala, qui a apporté son soutien à Etienne Tshisekedi et qui était présumé détenu par les services de renseignement, a été retrouvé vivant mais dans un état très affaibli près d'un centre militaire : sa « libération » est peut-être liée aux propos de F. Hollande dont il a été question ci-dessus ([RDC_16](#)). Dans le domaine de la presse, le Conseil supérieur des médias a suspendu ou mis en demeure plusieurs chaînes de radio-télévision pour des émissions qui incitent à la haine ([RDC_16_2](#)).

Dans le domaine économique, la SNEL lance un cri d'alarme sur le danger que font peser les creuseurs d'or artisanaux, dont elle voudrait interdire les activités, sur la centrale de Bendersa au Kivu ([RDC_17](#)).

Au Burundi, qui a sollicité son appartenance au Commonwealth à l'instar du Rwanda ([BUR_1](#)), l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi créant un statut pour l'opposition, mais celle-ci parle d'un projet de loi sur mesure, le représentant désigné de cette opposition étant vu comme un homme de paille en lieu et place du chef historique de la rébellion, Agathon Rwaswa ([BUR_2](#)).

En Ouganda, l'anniversaire de l'indépendance a été célébré dans un contexte d'inflation, de crise économique, de corruption et de polémiques à l'encontre du président Museveni au pouvoir depuis 26 ans ([OUG_1](#)).

Au Rwanda, la Cour suprême a reporté sa décision sur le recours en inconstitutionnalité de la loi sur l'idéologie de génocide invoquée à l'encontre de l'opposante Victoire Ingabire ([RWA_1](#)). Par ailleurs, Amnesty International accuse les services de renseignement rwandais de tortures, détentions illégales et de disparitions forcées de civils ([RWA_2](#)).